

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Chronologie du Moyen et du Proche-Orient</b>	<b>2</b>
1.1	De la fin de l'Empire Ottoman à la Seconde Guerre mondiale . . . . .	2
1.2	Pendant la Guerre froide . . . . .	4
1.3	L'après-guerre froide, toujours une zone de conflit . . . . .	6
<b>2</b>	<b>La question de l'islamisme</b>	<b>7</b>
2.1	Naissance et affirmation de l'idéologie islamiste . . . . .	7
2.2	Le djihad . . . . .	8
<b>3</b>	<b>Les enjeux énergétiques</b>	<b>9</b>
3.1	La domination occidentale dans l'exploitation du pétrole . . . . .	9
3.2	Le pétrole comme arme économique et politique . . . . .	9

**Lexique : Le Proche-Orient :** de tradition géographique française, le Proche-Orient désigne les régions de la Méditerranée orientale (de la Turquie jusqu'à l'Égypte), y compris l'Irak.

**Le Moyen-Orient :** de tradition géographique anglo-saxonne, le Moyen-Orient désigne la région allant de l'Égypte à l'Afghanistan et du Caucase à la péninsule arabique.

Le Proche et le Moyen-Orient connaissent, au cours du XXe siècle, une histoire politique très complexe, marquée avant 1945 par l'influence des puissances européennes. Après 1945, ce sont les deux Grands qui intègrent la région dans la Guerre froide. Enfin, après 1991, c'est la puissance américaine qui prend le contrôle de cet espace.

**Un moudjadidine :** combattant musulman qui pratique le djihad. Le terme désigne les combattants afghans et arabes qui s'opposent à l'intervention soviétique en Afghanistan

**Un fedayin :** un combattant palestinien.

**Le sunnisme :** branche majoritaire de l'islam qui se réfère à la tradition (sunna) définie par le coran et les hadiths (récits de la vie du prophète).

**Le chiïsme :** branche minoritaire de l'islam qui considère que le guide des croyants doit être issu d'Ali et de sa descendance.

**L'islamisme :** idéologisation de la religion qui place l'islam au cœur de toute activité politique.

**La charia :** la "loi islamique", le coran est la base de toute législation.

**Le djihad :** la "guerre sainte".

## I Chronologie du Moyen et du Proche-Orient

### I.1 De la fin de l'Empire Ottoman à la Seconde Guerre mondiale

En novembre 1914, l'Empire Ottoman entre en guerre aux côtés des Empires centraux en novembre 1914. Dès mai 1916, la France et le Royaume-Uni anticipent la chute de l'Empire Ottoman et le Proche-Orient est redessiné par les accords Sykes-Picot. Après la signature de l'armistice le 30 octobre 1918, l'Empire Ottoman est partagé entre les puissances occidentales. Le Traité de Sèvres (1920) impose un nouveau découpage de la région en mandats européens. Ainsi, lors de la conférence de San Remo la même année, la SDN place les provinces arabes sous mandat français (Liban, Syrie, Cilicie) et britannique (Palestine, Irak, Transjordanie). Le Royaume-Uni ne respecte pas sa promesse de créer un grand royaume arabe uni. Le territoire turc d'Anatolie amputé de vastes territoires donnés aux populations allogènes de l'empire (Grecs, Arméniens, Kurdes). Leur mission est de les administrer afin de pouvoir les conduire vers l'indépendance. Néanmoins, le tracé des frontières diffère fortement des aspirations des peuples, et répond davantage aux préoccupations stratégiques françaises et britanniques, notamment pour l'accès au pétrole. Les revendications panarabes sont ainsi complètement éludées.

La France et la Grande-Bretagne essaient avant tout de préserver leurs intérêts au Proche-Orient, intérêts renforcés par la découverte de gisements de pétrole dans les années 1920. En 1921, Fayçal reçoit le trône d'Irak et son frère Abdallah celui de la Transjordanie. Néanmoins, la dynastie hachémite, mise en place par les Britanniques pour préserver leur influence, est contestée. Les puissances mandataires s'appuient sur les minorités religieuses pour gouverner.

ner, ce qui exacerbe les tensions communautaires. La France découpe la Syrie historique en cinq États confessionnels musulmans, et détache le Liban de la Syrie pour satisfaire les revendications des maronites, légèrement majoritaires dans la région. Les Britanniques appuient le sionisme et l'immigration juive en Palestine jusqu'à la fin des années 1930. De plus, ils continuent d'exercer une influence sur les pays du Golfe Persique (Koweït, Qatar, Oman, Yémen).

La Turquie fait figure d'exception. En Anatolie, Mustafa Kemal (dit Atatürk) refuse le tracé des frontières imposé par le Traité de Sèvres. Chef militaire laïc et moderniste, Kemal met sur pied une puissante armée qui chasse les Grecs d'Asie mineure au prix de sanglants massacres et du transferts de millions de personnes. Les territoires donnés aux Kurdes, aux Arméniens sont récupérés de force, de même que la Cilicie est reprise aux Français. En 1923, le Traité de Lausanne remplace celui de Sèvres et donne à la République nationaliste de Turquie ses frontières actuelles. Le « kémalisme » permet d'abolir le califat en 1924, d'imposer la laïcité, rend obligatoire l'usage du turc et non plus de l'arabe pour l'appel à la prière, accorde le droit de vote aux femmes, mais supprime le multipartisme en 1925.

La même année l'émir wahhabite Abd al-Aziz Ibn Saoud s'empare de la Mecque et fonde le royaume d'Arabie saoudite en 1932.

À la différence de la Turquie, les nationalistes arabes ne parviennent pas à remettre en cause les mandats franco-britanniques. Dans les années 1920, la révolte des nationalistes syriens échoue à la bataille de Maysaloun contre la France. Les Britanniques, toujours pour préserver leur intérêt, donnent l'indépendance à l'Irak en 1932 mais y conservent des bases militaires. L'Égypte obtient son indépendance en 1936. En plus du problème d'indépendance, la cause panarabe est minée par les tensions internes entre pays arabes. Les puissances européennes se heurtent à des insurrections : France face aux Druzes – musulmans hétérodoxes – du Sud-Liban entre 1925 et 1927, Britanniques qui répriment la révolte des populations arabes en Palestine, opposées à l'immigration juive (1936).

Les mouvements nationalistes et indépendantistes arabes se heurtent également à l'idéologie islamiste, ce qui mine le panarabisme. En Arabie Saoudite (État fondé en 1932, après la prise de la Mecque par l'émir wahhabite Abd al-Aziz Ibn Saoud en 1924) est appliqué un usage politique et social de l'Islam contre l'influence occidentale, le Wahhabisme. À l'opposé, les régimes autoritaires d'Irak ou de Syrie s'en prennent durement aux islamistes dans les années 1950. En Égypte, qui obtient l'indépendance en 1936, le parti nationaliste Wafd unit les musulmans et coptes contre l'occupant britannique tandis que les Frères musulmans, créés en 1928, réclament l'instauration d'un État s'appuyant sur la loi coranique, la charia. En Perse, les militaires renversent l'Empire de Qajar et le pays qui devient l'Iran en 1935, accède à l'indépendance en 1925. Au total, la région est divisée entre États laïques et largement tournée vers l'Occident (Turquie, Iran) et des États ultra-conservateurs sunnites comme l'Arabie saoudite. La Transjordanie devient la patrie des Jordaniens tandis que la Cisjordanie celle des Palestiniens.

Cette complexité est renforcée par la mosaïque de religions, avec une majorité de musulmans divisés entre sunnites et chiites ainsi que des groupes minoritaires (Druzes, Kharidjites), les chrétiens dispersés en onze communautés (maronites au Liban, coptes en Égypte, ...), sans

oublier la diaspora juive dispersé sur l'ensemble de la région. Enfin, des peuples de la région n'ont pas d'État comme les Kurdes, partagés entre quatre pays (Turquie, Irak, Iran, Syrie) et victimes de persécutions.

Les tensions commencent également à porter sur le partage des ressources pétrolières de l'Irak et opposent cette fois les puissances occidentales. En 1928, les Accords dits « de la Ligne rouge » redistribuent les parts d'exploitation au sein de l'Irak Petroleum Company (IPC), fondée en 1927 à la place de la Turkish Petroleum Company (TPC) dont les capitaux sont partagés entre Britanniques, Français et Américains. De fait, ces accords partagent le Moyen-Orient – y compris la péninsule arabique – entre les majors partenaires de la TPC. À cette occasion, les Américains prennent pied dans l'exploitation pétrolière au Moyen-Orient pour la première fois.

Le Moyen-Orient joue un rôle fondamental dans la Seconde Guerre mondiale en raison de l'importance stratégique du Canal de Suez et des champs pétrolifères. Les nationalismes arabes doivent s'effacer devant les impératifs de la guerre : les Britanniques prennent le contrôle de la Syrie au détriment des Français, et soutiennent l'Iran en commun avec les Soviétiques – avec un accord prévoyant l'évacuation de l'Iran dès les six mois de la fin de la guerre et doivent rétablir leur autorité en Irak, devenu le centre de ralliement des nationalistes arabes anti-britanniques. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la France et le Royaume-Uni, affaiblis, abandonnent leurs mandats. En 1946, la France évacue ses troupes de la Syrie et du Liban mais la partition de la région entre le Liban, où les maronites sont légèrement majoritaires, et la Syrie est confirmée, par l'existence de deux États indépendants. À l'inverse, les États-Unis affirment leur présence dans la région. Dès 1945, le Pacte de Quincy est conclu entre le président Roosevelt et le roi saoudien afin de permettre l'accès aux États-Unis au pétrole saoudien en échange d'une protection militaire et d'une aide en matériel militaire américain.

## 1.2 Pendant la Guerre froide

Le Moyen-Orient devient un enjeu de rivalité entre les États-Unis et l'URSS. Dans le cadre de la politique d'endiguement, les États-Unis soutiennent l'Arabie saoudite et la Turquie, qui devient membre de l'OTAN en 1952, l'Irak et l'Iran – jusqu'en 1979. En 1953, le Premier ministre iranien Mossadegh est renversé par la CIA pour avoir nationalisé les compagnies pétrolières. Le Pacte de Bagdad, signé en 1955, est le pivot de ce dispositif (réunissant la Turquie, la Grande-Bretagne, le Pakistan, l'Iran, l'Irak) rassemblant des États producteurs ayant pour but de contenir la percée soviétique en Moyen-Orient. En 1957, le président Eisenhower définit l'importance cruciale de cette région pour les intérêts américains : les États-Unis afin d'assurer le contrôle des zones de production pétrolière, se donnent la possibilité d'intervenir militairement et placent sous leur protection les monarchies pétrolières. À partir des années 1960, Israël devient l'allié privilégié des États-Unis et ces derniers n'hésitent pas à utiliser leur droit de veto en leur faveur.

L'URSS, de son côté, soutient l'Irak, la Syrie, le Sud Yémen et défend officiellement la cause des Palestiniens qui réclament la création d'un État indépendant. L'URSS s'approche

également de l’Égypte, à qui elle fournit des armes et des aides pour la construction du barrage d’Assouan. Toutefois, ces alliances ne sont pas figées : l’Iran devient ouvertement hostile aux États-Unis et à Israël après la révolution islamique en 1979, tandis que l’Égypte et l’Irak deviennent les alliés des Américains à partir des années 1980.

Jusque dans les années 1950, les champs pétroliers du Moyen-Orient sont exploités par les majors européennes et américaines qui assurent l’approvisionnement des puissances industrielles. Les majors ont acquis des droits d’exploitation par des accords politiques entre leurs États d’origine et les pouvoirs locaux. En 1951, l’Iran refuse les compagnies pétrolières sous le gouvernement Mossadegh. Les autres États de la région suivent le mouvement et récupèrent peu à peu la propriété des gisements en créant des compagnies nationales d’État (Irak en 1972, Arabie Saoudite en 1976).

En 1960, l’Iran, l’Irak, l’Arabie Saoudite et le Koweït fondent l’Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), afin de mieux contrôler les prix du pétrole.

Les pays arabes utilisent le pétrole comme une arme économique dans leur politique internationale. Face aux États industrialisés impliqués dans la guerre froide, l’organisation, qui s’ouvre à d’autres États comme le Venezuela et l’Indonésie, apparaît comme l’une des rares organisations internationales à échapper à la logique de la guerre froide. L’OPAEP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole) est fondée en 1968 afin de promouvoir une véritable politique pétrolière. Lors de la guerre du Kippour, l’OPAEP augmente les prix du baril afin de faire pression sur les alliés d’Israël, conduisant aux chocs pétroliers de 1973 et de 1979. Après 1945, le pétrole devient la ressource la plus convoitée. Son importance est à l’origine d’une géopolitique du pétrole où le Moyen-Orient y occupe une place centrale. En effet, cette région possède d’énormes ressources pétrolières, devient le principal espace de production mondiale (37% en 1970, 30% en 2002).

En 1956, le colonel Nasser décide de nationaliser le canal de Suez, jusqu’alors exploité par une compagnie franco-britannique, car les Occidentaux ont refusé le financement du barrage d’Assouan. Ce geste est aussi symbolique contre le contrôle par l’Occident contre des ressources du tiers-monde. La nationalisation entraîne une intervention militaire franco-britannique, conjointe avec les Israéliens. Cette intervention est directement condamnée par l’ONU et l’URSS menace de soutenir son allié égyptien. Les États-Unis font pression sur la France, qui est contrainte de retirer ses troupes. La défaite des anciennes puissances européennes fait renaître temporairement le rêve du panarabisme, qui a pour champion Nasser et dont le but est d’unir les Arabes contre la domination européenne et de les rassembler dans une même nation.

Certains conflits du Moyen-Orient échappent de plus en plus à la logique de la guerre froide et trouvent leur origine dans des causes régionales multiples, comme lors de la guerre entre l’Iran et l’Irak (1980-1988). En 1979, Saddam Hussein accède au pouvoir en Irak à la tête du parti Baas et s’appuie sur la minorité sunnite du pays. La même année, la révolution islamique conduite par l’un des chefs du clergé chiite, l’ayatollah Khomeiny, renverse la dictature pro-occidentale du shah d’Iran. En 1980, Saddam Hussein attaque l’Iran pour plusieurs raisons. Il veut limiter la menace de la propagande iranienne (clergé chiite) pour les pays arabes du Golfe (majoritairement sunnite), comptant d’importantes communautés chiites surtout

l'Irak, où se trouvent les lieux saints du chiisme. Il faut ajouter les tensions ethniques (Arabes contre Perses) et géopolitiques (conflit frontalier entre l'Irak et l'Iran concernant le fleuve Chatt-el-Arab, situé dans la province du Khuzestan qui délimite la frontière entre les deux États), qui permet l'accès aux raffineries pétrolières. L'enjeu est donc aussi pétrolier. L'agression de l'Irak et l'intense propagande du régime de Téhéran galvanisent les Iraniens qui s'enrôlent en masse dans l'armée. La guerre dure huit ans, se concluant par un statu quo, ayant fait un million de morts.

En revanche, la guerre d'Afghanistan (1979-1989) s'inscrit dans une logique de guerre froide. En 1979, les Soviétiques interviennent militairement pour secourir le gouvernement communiste menacé par les milices tribales. Les troupes de l'Armée rouge contrôlent les principales villes, mais s'enlisent dans les combats contre les moujahidines soutenus par les Américains. De 1992 à 1996, un nouveau conflit éclate entre les forces gouvernementales du gouvernement Massoud et les talibans qui veulent créer un État fondé sur la charia. Ces derniers l'emportent et l'Afghanistan devient la base arrière du terrorisme, en particulier d'Al Qaïda.

Enfin, entre 1975 et 1990, le Liban connaît une guerre civile quasi-permanente entre ses différentes communautés (chrétiennes, sunnites, chiïtes, Druzes). À partir de 1975, une guerre civile éclate entre les Phalanges armées maronites (chrétiennes) et les Palestiniens au Liban et leurs alliés arabes sunnites. Les camps de réfugiés palestiniens sont pris pour cible par les phalanges chrétiennes, et de leur côté, les Palestiniens massacrent de civils chrétiens et mènent une guérilla urbaine. Le conflit s'étend et entraîne une première intervention militaire de la Syrie en 1976, considérant que le Liban appartient à sa zone d'influence. Israël intervient également en 1982. Le conflit est complexifié par la formation du Hezbollah, mouvement armé chiïte libanais, soutenu par l'Iran et la Syrie, lequel devient l'adversaire principal d'Israël. Les attentats suicides organisés contre les Occidentaux à Beyrouth entraînent le départ des forces internationales qui quittent la capitale.

En 1988, le pays se divise à nouveau lorsque le maronite Michel Aoun est nommé Premier ministre, et entreprend une guerre de libération contre la Syrie qui essaye de propulser un gouvernement pro-syrien. En 1989, les accords de Taëf sont signés : ils prévoient une répartition équilibrée des pouvoirs au Liban. Néanmoins, le pays reste en partie occupé par la Syrie et le Hezbollah continue depuis le Sud des attaques contre Israël.

### 1.3 L'après-guerre froide, toujours une zone de conflit

Après 1991, la domination américaine se renforce au Proche et au Moyen-Orient. En août 1990, l'Irak, très endetté du fait de la guerre contre l'Iran, envahit le Koweït qu'il considère comme une province perdue, pour s'emparer de son pétrole. L'ONU condamne cette action et les États-Unis organisent une coalition militaire de trente pays dont l'Arabie Saoudite, l'Égypte, la France, le Royaume-Uni et la Syrie. L'opération Tempête du Désert (janvier-février 1991) aboutit à la libération du Koweït, mais pas au renversement de Saddam Hussein, qui réprime les rebellions chiïtes et kurdes que la coalition avait encouragé.

La présence américaine renforce l'anti-américanisme, notamment en raison de leur sou-

tien à Israël et aux régimes autoritaires du Golfe d’Égypte. Les mouvements islamistes contestent la présence occidentale dans les lieux saints en Arabie Saoudite et le soutien apporté à Israël. Les mouvements se renforcent au Liban avec le Hezbollah chiite pro-iranien et à Gaza, avec le Hamas proche des frères musulmans égyptiens.

Le mouvement Al-Qaïda d’Oussama Ben Laden appelle au Djihad et lance une campagne d’attentats contre l’Occident. Les attentats du 11 septembre 2001, revendiqués par Al-Qaïda, marquent un tournant pour la région. Le régime des Talibans est renversé en Afghanistan en 2001, mais les solutions militaires trouvent leurs limites. Les troupes sont finalement retirées après près de 20 ans de conflit en 2020. L’intervention des États-Unis en Irak, en 2003, dans la deuxième guerre du Golfe, pour renverser Saddam Hussein et assurer la sécurité des approvisionnements pétroliers, est déclenchée sous des prétextes qui divisent la communauté internationale – lutter contre le terrorisme et supprimer les armes de destruction massive, supposément détenues par le régime irakien – sans l’accord de l’ONU. Le 1er mai 2011, Oussama Ben Laden est trouvé dans sa cachette au Pakistan et exécuté.

Cependant, les Américains s’avèrent incapables d’empêcher le chaos politique et économique – multiplication des attentats et affrontements entre communautés religieuses. L’islamisme politique progresse en Irak, au Pakistan, dans les territoires palestiniens où le Hamas gagne les élections de 2006 et au Liban, où Israël intervient militairement à l’été 2006 contre le Hezbollah de Hassan Nasrallah. Depuis 2001, les attentats se multiplient, aussi bien en Irak, en Afghanistan qu’au Yémen et au Liban. Ces attentats sont encore aujourd’hui au cœur de l’actualité (comme à Beyrouth en 2021 ou plus récemment en 2023 en Israël). Depuis l’élection de Mahmoud Ahmadinedjad en 2005, l’Iran cherchait à se doter de l’arme nucléaire, chose restreinte par la communauté internationale dans le cadre des accords de Vienne de 2015.

Le « Printemps arabe » qui commence en Tunisie en décembre 2010 se traduit par un impact important au Moyen-Orient, notamment des changements politiques et des heurts. Le printemps arabe signe la fin de Ben Ali en Tunisie, Hosni Moubarak en Égypte, et Mouhamad Kadhafi en Libye. Les élections de décembre 2011 sont un triomphe pour les Frères musulmans, seule entité politique de masse. Néanmoins, à Bahreïn, les manifestations sont réprimées par l’armée avec le soutien des troupes saoudiennes. En Syrie, face à la contestation d’une partie de la population et de l’armée, le régime de Bachar El-Assad cherche à se maintenir au pouvoir au prix d’une répression sanglante, causant des milliers de morts.

## 2 La question de l’islamisme

### 2.1 Naissance et affirmation de l’idéologie islamiste

L’idéologie islamiste prend forme dans les années 1952 au Proche et au Moyen-Orient sous l’impulsion de la confrérie des Frères musulmans égyptiens (Hassan al Banna) et de l’instauration d’un pouvoir wahhabite en Arabie. L’idéologie islamiste prône un retour à l’islam des origines et une lecture rigoriste du Coran, d’où doit découler toute législation (application de la charia). Ce projet de « réislamisation » des sociétés, doublé d’un discours social

et égalitariste, se diffuse dans tout le Moyen-Orient jusqu'en Iran, où une partie du clergé chiite adopte cette vision. Les régimes politiques de la région issus de la décolonisation, souvent panarabes et laïcs, répriment violemment les mouvements islamistes sur leur territoire. Ainsi, en Egypte, les Frères musulmans sont interdits et emprisonnés sous Nasser, mais également en Irak ou dans l'Iran du Shah jusqu'en 1979.

À partir des années 1970, la mouvance parvient à élargir son influence auprès des populations. Structurées autour de mosquées, les organisations islamistes renforcent leur emprise en comblant les défaillances des pouvoirs officiels sur le plan social et éducatif. En Egypte, les Frères musulmans sont tout de même autorisés en tant qu'association caritative, et les prérogatives sociales sont laissées aux mains des religieux. En outre, le rejet de l'occidentalisation, l'hostilité à Israël et les accusations d'autoritarisme à l'encontre des régimes en place rencontrent un large écho.

À partir de 1979, l'islamisme représente un puissant courant politique qui se lance à la conquête du pouvoir. En 1979, le Shah d'Iran est renversé par la Révolution islamique : l'ayatollah Khomeini fonde le régime des mollahs et appelle à poursuivre la révolution à travers le monde musulmans. Les chiites irakiens se soulèvent et le Hezbollah est fondé au Liban au début des années 1980. Néanmoins, la contagion islamiste n'aura pas lieu : l'assassinat d'Anouar el Sadate en 1981 ne provoque pas la chute du régime égyptien. En Irak, l'islamisme est contenu lors de la guerre avec l'Iran. Enfin, en Syrie, Hafez el Assad réprime de façon sanglante la révolte des Frères musulmans dans la ville d'Hama en 1982.

Plusieurs organisations s'efforcent de faire valoir l'islamisme par la voie démocratique et non la lutte armée. Ainsi, en 2002, le parti islamiste modéré AKP (Parti pour la Justice et le Développement) remporte les élections en Turquie. À la suite du printemps arabe, les Frères musulmans remportent les élections en Egypte. L'échelle de l'islamisme est toutefois restreinte à un cadre national, et non à un niveau mondial.

## 2.2 Le djihad

Au début des années 1980, l'intervention soviétique en Afghanistan se heurte à la résistance des Moudjahidines. Le retrait de l'armée soviétique en 1989, après un enlèvement pendant près de 10 ans, renforce la croyance dans la « guerre sainte » des soldats fanatisés. La figure du shahîd (martyr) joue un rôle important, les chefs islamistes utilisent le djihad comme moyen d'atteindre leurs objectifs politiques.

Al-Qaïda est créée comme une organisation sunnite fondamentaliste internationale utilisant la terreur pour lutter contre ceux qu'elle considère comme l'ennemi de l'islam. L'organisation est dominée par le Saoudien Oussama Ben Laden à partir de 1989. Al-Qaïda se sert de l'Afghanistan pour y ouvrir des camps d'entraînement et former des milliers de djihadistes. L'organisation n'a pas de réel projet politique en dehors de la formation d'un califat régit par une interprétation fondamentaliste du Coran. En 1996, l'Afghanistan est aux mains des Talibans, alliés de Ben Laden, et la charia y est appliqué strictement.



Dans de nombreux pays de la région, de véritables campagnes de terreur sont lancées, que ce soit contre les chiïtes considérés comme hérétiques ou les puissances occidentales. Les attentats du 11 septembre 2001, de Madrid en 2004, de Londres en 2005 et 2017, de Paris en 2015 ont montré l'ampleur de la menace terroriste. Les cellules islamistes essaient tout le Moyen-Orient, et sont financés par des associations caritatives ou des trafics illégaux. La fin d'Al-Qaïda a aussi marqué l'apparition de Daesh en 2006, à l'origine d'attentats récents. Néanmoins, en dépit du retentissement des attentats terroristes, les islamistes n'ont pas permis l'instauration d'un pouvoir politique durable.

### 3 Les enjeux énergétiques

#### 3.1 La domination occidentale dans l'exploitation du pétrole

L'exploitation du pétrole dans la région commence, d'abord en Iran, en 1908. Elle s'étend ensuite au Bahreïn, en Irak et en Arabie Saoudite. L'Anglo-Persian Oil Company et l'Irak Oil Company, aux mains des Britanniques, exploitent le pétrole en Iran et Irak. Les Américains s'engagent dans une chasse aux concessions en Arabie et dans le Golfe persique à travers l'Arabian-American Company (ARAMCO) au début des années 1930. À partir de 1945, le Proche et le Moyen-Orient occupent une place clé dans la production mondiale de pétrole, le contrôle des zones de production devient un objectif essentiel de la politique des puissances industrielles.

En février 1945, le Proche-Orient et le Moyen-Orient sont des régions essentielles pour la production mondiale de pétrole. Le contrôle des zones de production devient un objectif essentiel de la politique des puissances industrielles. En février 1945, le roi Abdulaziz Ibn Saoud, fondateur de l'Arabie Saoudite en 1932, et Roosevelt signent un accord de protection militaire du royaume par les États-Unis contre l'exploitation du pétrole saoudien. L'exploitation du pétrole saoudien se fait au bénéfice des majors britanniques et américaines.

#### 3.2 Le pétrole comme arme économique et politique

À partir des années 1950, cependant, les pays producteurs parviennent à imposer leur contrôle sur la production et les prix. Les royalties versées passent par exemple de 16% à l'Iran au début du siècle à 50% au milieu du siècle, copiant la règle du fifty-fifty qu'ARAMCO applique déjà depuis 1933 en Arabie. Ces revenus permettent aux États de la région de se réapproprier les ressources à partir de 1960, par des achats de parts dans les majors ou par nationalisation. En 1960, l'Iran, l'Irak, l'Arabie Saoudite et le Koweït fondent l'OPEP pour peser sur les cours mondiaux, maintenus artificiellement bas par les majors.

En 1973, le pétrole est utilisé comme moyen de pression sur les pays industrialisés qui soutiennent Israël provoquant le premier choc pétrolier. Les États alliés d'Israël sont frappés d'embargo, le prix du brut augmente de 70% et la production est réduite de 5% chaque mois « jusqu'à ce que les Israéliens se soient retirés des territoires occupés ».

Aujourd'hui, le pétrole reste un enjeu majeur : le Moyen-Orient réalise 30% de la production mondiale et concentre les 2/3 de réserves de pétrole ainsi que 40% des réserves de gaz. Enfin, les revenus tirés du pétrole (il est passé de 3 dollars le baril en 1973 à 100 dollars en 2011) apportent aux États producteurs une manne financière qui revient partiellement dans les États développés : achat d'armes, biens d'équipement. Elle leur permet aussi de diversifier leurs activités en investissant sur place (télévision comme al-Jazira) ou dans le monde (PSG, Beinsport), achat de dettes des pays industrialisés depuis 2008).

